CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
3 -08- 1983
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 15 mars 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant l'exécution de la loi du 23 juin 1930, complétée par celle du 17 mars 1936, concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée, d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques", a donné le 15 juin 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 15e maart 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende regeling van de uitvoering van de wet van 23 juni 1930, aangevuld bij die van 17 maart 1936, betreffende het inrichten van een aan luchtvaartdienstbaarheden onderworpen veiligheidsgordel, rondom de door één of meer escadrilles van het leger gebruikte luchtvaartterreinen", heeft de 15e juni 1983 het volgend advies gegeven :

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il est superflu de répéter dans l'arrêté royal en projet que les membres de la Commission des servitudes aéronautiques sont nommés par le Roi puisque cette règle résulte déjà de l'article 9 de la loi du 23 juin 1930 concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée, d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques.

Article 2.

Les deux dernières phrases de l'alinéa 2 sont à supprimer, la première faisant double emploi avec le début de l'article 3 et la seconde entrant dans un détail d'ordre interne qui n'a pas sa place dans un arrêté royal.

Article 3.

Il n'appartient pas au Roi d'établir une règle de responsabilité. L'alinéa 5 excède donc l'habilitation donnée au Roi. Il doit être omis.

Article 10.

Suivant l'alinéa 2,

"Les délibérations et les décisions de la commission sont signées par le président et le secrétaire.

.../...

La distinction entre les délibérations et les décisions n'est pas perceptible.

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que le premier terme désignerait, dans l'esprit des auteurs du projet, les décisions portant des mesures d'instruction. Comme il s'agit manifestement aussi de décisions, les mots "Les délibérations et" doivent être omis.

A l'alinéa 3, le terme d'"expéditions" n'est pas utilisé dans son sens propre puisque, selon les informations fournies au Conseil d'Etat, il désigne, dans l'esprit des auteurs du projet, des copies certifiées conformes. Il suffit donc de viser les copies ou extraits.

Article 13.

Suivant les deux premiers alinéas de cet article :

"Les dispositions de cet arrêté s'appliquent également aux préjudices dus à la création des servitudes aéronautiques et nés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, et lesquels n'ont pas encore pu être soumis à une commission compétente telle que visée à l'article 9 de la loi du 23 juin 1930.

Pour l'application de l'alinéa précédent, et par dérogation, est à considérer comme date de l'envoi des copies du texte de l'arrêté royal et du plan terrier à l'Administration Centrale de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tel que prévu à l'article 2, ainsi que comme date d'ouverture du délai de 2 mois prévu à l'article 7 : la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté".

.../...

L'alinéa 1er participe du souci légitime du Gouvernement de ne pas laisser sans réparation les préjudices causés, avant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, par la création de servitudes aéronautiques. A cette fin, il donne à l'arrêté en projet un effet rétroactif qui, dans son principe, n'est pas critiquable.

Les mesures transitoires qu'appelle nécessairement un tel effet rétroactif doivent cependant demeurer conformes à la loi du 23 juin 1930 et notamment à l'article 6 de cette loi. De ce point de vue, rien ne s'oppose ni à ce que soient considérées comme recevables, malgré l'article 4 du projet, des demandes déjà introduites sur papier libre, ni à ce que la date d'entrée en vigueur du projet soit considérée fictivement, pour l'application de l'article 2, comme le jour de l'envoi à l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, des copies de l'arrêté royal et du plan terrier visés à l'article 5 de la loi. Mais les mesures transitoires ne peuvent avoir pour effet d'éluder la procédure d'avertissement des propriétaires qui n'ont pas introduit de demande, car cette procédure est imposée par l'article 6, alinéa 3, de la loi, disposition dont l'arrêté royal en projet ne peut s'écarter, si lourdes que puissent être les charges matérielles liées à son respect.

Dans le texte qu'il propose, le Conseil d'Etat a donc supprimé le membre de phrase, d'ailleurs rédigé en termes confus, qui tend à retenir la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet "comme date d'ouverture du délai de 2 mois prévu à l'article 7".

.../...

OBSERVATION FINALE.

Suivant l'article 5 de l'arrêté en projet, les demandes d'indemnité doivent être envoyées dans les trois mois de l'invitation prévue à l'article 3 (article 5, alinéa 1er). Ce délai peut être prorogé de deux mois en raison de circonstances spéciales laissées à l'appréciation de la commission (alinéa 2). Après l'expiration du délai de trois mois éventuellement prorogé, aucune demande n'est plus admise, "quel que soit le motif ou la cause du retard", et les intéressés "qui n'ont pas déclaré sont définitivement déchus de tous droits" (alinéa 3).

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention des auteurs du projet, la Commission, du moins dans une composition déterminée, n'aurait pas une existence permanente. Une fois terminés, dans le délai fixé conformément à l'article 10, deuxième phrase, de la loi, ses travaux relatifs aux servitudes aéronautiques liées à un aérodrome déterminé, elle se mettrait en quelque sorte en veilleuse.

Plus aucune demande d'indemnité ne pourrait alors être examinée, ce qui explique les termes rigoureux de l'article 5 du projet.

La réalisation d'une telle intention suppose évidemment que les propriétaires aient été avisés de l'établissement des servitudes, conformément à l'article 6, alinéa 3, de la loi. Il n'appartiendrait, en effet, pas au Roi de frapper d'une déchéance le propriétaire à l'égard duquel le délai d'introduction de la demande d'indemnité n'aurait pas commencé à courir, par exemple à la suite d'une erreur de l'administration dans son identification ou d'une simple omission.

.../...

TEXTE PROPOSE.

Compte tenu des observations qui précèdent et de quelques améliorations de forme qui n'appellent pas de commentaire particulier, le texte suivant est proposé pour l'ensemble du projet.

"ARRETE ROYAL RELATIF A LA COMMISSION DES SERVITUDES AERONAUTIQUES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut,

Vu la loi du 23 juin 1930 concernant la création, autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée, d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques, notamment les articles 9 et 10;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Nous avons arrêté et arrêtons :

.../...

"Article 1er.-

La Commission chargée de statuer sur les demandes d'indemnité introduites par les propriétaires d'immeubles grevés de servitudes aéronautiques, dénommée "Commission des servitudes aéronautiques", se compose des quatre membres suivants :

- un fonctionnaire du Ministère de la Défense nationale;
- un fonctionnaire de l'administration de l'aéronautique du Ministère des Communications;
- deux fonctionnaires de l'administration centrale de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines du Ministère des Finances.

Quatre membres suppléants, ayant les mêmes qualités que les membres effectifs, sont nommés en même temps que ceux-ci.

La présidence et le secrétariat de la Commission sont assurés par les membres fonctionnaires du Ministère des Finances.

Article 2.-

Le jour où l'arrêté royal et le plan terrier déterminant la zone de sécurité et les couloirs de dégagement sont déposés, conformément à l'article 6 de la loi du 23 juin 1930 concernant la création, autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée, d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques, au siège de l'administration des communes sur le territoire desquelles se trouvent le terrain de l'aérodrome et les terrains frappés de la servi-

.../...

tude, le Ministre des Communications ou le Ministre de la Défense nationale envoie à l'administration centrale de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, service des domaines, à l'intention de la Commission des servitudes aéronautiques, deux copies du texte de l'arrêté royal et du plan terrier.

Le fonctionnaire qui dirige le service des domaines adresse un exemplaire de ces documents au comité d'acquisition d'immeubles dans le ressort duquel est situé l'aérodrome considéré.

Article 3.-

Dès réception des documents visés à l'article 2, le comité d'acquisition d'immeubles procède à l'évaluation du préjudice subi par les divers propriétaires atteints par la création des servitudes aéronautiques. Cette évaluation fait l'objet d'un rapport préliminaire adressé dans les trois mois à la Commission.

La Commission invite immédiatement, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, les propriétaires mentionnés sur les documents déposés aux administrations communales à lui faire connaître le montant du dommage qu'ils estiment avoir subi et à lui fournir les justifications détaillées de ce montant.

L'invitation est accompagnée d'un formulaire en double exemplaire à remplir par le propriétaire.

.../...

La demande d'indemnité ne peut être faite que par les personnes qui, au jour de l'établissement de la servitude, étaient propriétaires de l'immeuble grevé, ou par leurs ayants droit. Si, depuis ce jour, le bien a été aliéné sans que l'ancien propriétaire se soit réservé le droit à l'indemnité, la déclaration incombe au nouveau propriétaire.

Article 4.-

La demande, rédigée en deux exemplaires sur les formulaires visés à l'article 3, doit porter ce qui suit :

1° les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance du demandeur et, le cas échéant, de son conjoint; si le demandeur a un représentant, la qualité de celui-ci;

2° le titre de propriété du demandeur;

3° une élection de domicile en Belgique, à défaut de laquelle les notifications seront valablement faites à l'administration communale de la situation des biens grevés;

4° la désignation précise des immeubles grevés au sujet desquels l'intéressé introduit la demande; cette désignation doit comprendre au moins l'indication de la section et du numéro du cadastre, de la nature et de la superficie de chaque parcelle;

5° le montant auquel le demandeur évalue le dommage subi;

6° la désignation précise des autres immeubles dont le demandeur est, le cas échéant, propriétaire dans la zone frappée de servitude;

7° la date et la signature du demandeur.

.../...

La demande est accompagnée de l'inventaire signé des pièces produites ainsi que, le cas échéant, de l'acte de procuration revêtu, s'il est sous seing privé, de la signature légalisée du demandeur.

Le double de la demande est également daté et signé.

Article 5.-

§ 1er. Les demandes d'indemnité doivent être envoyées à la Commission, par lettre recommandée à la poste, dans un délai de trois mois à partir de l'invitation prévue à l'article 3.

Ce délai peut être prorogé de deux mois par la Commission, en raison de circonstances spéciales qu'elle apprécie.

Après l'expiration du délai, éventuellement prorogé, les demandes d'indemnité ne sont plus recevables.

§ 2. Le secrétaire de la Commission renvoie au demandeur l'un des exemplaires de la demande, avec mention de la date de la réception de celle-ci.

Article 6.-

Le secrétaire de la Commission tient un registre dans lequel il inscrit les demandes, jour par jour, dans l'ordre de leur réception.

Ce registre indique la date d'envoi de la demande, le nom du demandeur, la commune de la situation des immeubles, le montant de l'indemnité réclamée. Mention y est faite de la date à laquelle le double de la demande a été renvoyé à l'intéressé.

Le registre est coté et paraphé par le président de la Commission; il est clôturé provisoirement par lui après l'expiration du délai visé à l'article 5, § 1er, alinéa 1er.

Les demandes introduites dans le délai prorogé en application de l'article 5, § 1er, alinéa 2, sont inscrites à la suite de la clôture provisoire.

Le registre est clôturé définitivement deux mois après la clôture provisoire.

Article 7.-

Tout intéressé qui, dans les deux mois de l'avertissement de l'administration communale visé à l'article 6 de la loi du 23 juin 1930, n'a pas reçu les formulaires nécessaires, est autorisé à dresser sa demande sur papier libre. En aucun cas, il ne pourrait exciper de cette circonstance pour être relevé de la déchéance prévue à l'article 5, § 1er, alinéa 3.

Article 8.-

Dès l'expiration du délai d'introduction des demandes, la Commission charge le comité d'acquisition d'immeubles compétent de l'examen des demandes dont l'évaluation faite par l'intéressé dépasse celle du rapport préliminaire visé à l'article 3. Ce comité donne un avis sur ces demandes dans un rapport transmis dans les trois mois à la Commission.

Article 9.-

Le rapport du comité d'acquisition d'immeubles est notifié au demandeur qui, dans le mois, peut adresser ses observations à la Commission.

.../...

Article 10.-

La Commission peut ordonner à tout moment les mesures d'instruction qu'elle juge utiles.

La décision de la Commission doit être rendue dans les six mois de la réception du rapport visé à l'article 8.

Article 11.-

§ 1er. La Commission siège à huis clos.

Les décisions ne peuvent être prises que lorsque la Commission est réunie au complet.

La Commission statue à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

§ 2. Le secrétaire rédige le procès-verbal des séances de la Commission et a la garde des archives.

Les décisions de la Commission sont signées par le président et le secrétaire.

Le secrétaire en délivre des copies ou extraits; il délivre aussi tous autres extraits ou copies.

Le secrétaire signe la correspondance courante; toutes autres pièces sont signées par le président et le secrétaire.

Article 12.-

Les décisions de la Commission sont notifiées à chacun des demandeurs. Les décisions collectives sont notifiées par extrait à chacun des demandeurs pour ce qui le concerne.

Article 13.-

Le président d'une Commission des servitudes aéronautiques communique les décisions de la Commission, dans les dix-huit mois de la constitution de celle-ci, au Ministre des Finances. Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution de ces décisions.

Article 14.-

Les demandes d'indemnisation antérieures à l'entrée en vigueur du présent arrêté sont soumises à la Commission, pourvu qu'elles aient été introduites par écrit.

Pour l'application de l'alinéa 1er, la date d'entrée en vigueur du présent arrêté tient lieu de date d'envoi de l'arrêté royal et du plan terrier visés à l'article 2.

Article 15.-

L'arrêté royal du 22 septembre 1937 réglant l'exécution de la loi du 23 juin 1930 complétée par celle du 17 mars 1936 concernant la création autour des aérodromes civils et militaires d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques, modifié par l'arrêté royal du 15 novembre 1939, est abrogé.

Article 16.-

Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de la Défense nationale et Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ...".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het is overbodig in het ontworpen koninklijk besluit te herhalen dat de leden van de Commissie voor de luchtvaartdienstbaarheden door de Koning benoemd worden, aangezien die regel reeds voortvloeit uit artikel 9 van de wet van 23 juni 1930 betreffende het inrichten van een aan luchtvaartdienstbaarheden onderworpen veiligheidsgordel rondom de door één of meer escadrilles van het leger gebruikte luchtvaartterreinen.

Artikel 2.

De laatste twee volzinnen van het tweede lid dienen te vervallen, aangezien de eerste dupleert met het begin van artikel 3 en de tweede op omstandige wijze een interne aangelegenheid regelt die niet op haar plaats is in een koninklijk besluit.

Artikel 3.

Het komt de Koning niet toe een aansprakelijkheidsregel vast te stellen. Het vijfde lid gaat dus de aan de Koning verleende machtiging te buiten. Het moet vervallen.

Artikel 10.

Het tweede lid luidt :

"De beraadslagingen en beslissingen van de commissie worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris".

.../...

Het is niet duidelijk waarom hier een onderscheid gemaakt wordt tussen beraadslagingen en beslissingen.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zouden met de eerste term, naar de opvatting van de stellers van het ontwerp, de beslissingen bedoeld worden die onderzoeksmaatregelen inhouden. Vermits het kennelijk ook om beslissingen gaat, moeten de woorden "beraadslagingen en" vervallen.

In het derde lid is het woord "uitgiften" niet in zijn eigenlijke betekenis gebruikt aangezien er, naar aan de Raad van State is medegedeeld, volgens de stellers van het ontwerp voor eensluidend verklaarde afschriften mee worden bedoeld. Bijgevolg kan worden volstaan met de vermelding van de afschriften of uittreksels.

Artikel 13.

De eerste twee leden van dit artikel luiden :

"De bepalingen van dit besluit zijn eveneens toepasselijk op de schadegevallen ingevolge luchtvaartdienstbaarheden, ontstaan vóór de inwerkingtreding van dit besluit, die nog aan geen, overeenkomstig artikel 9 van de wet van 23 juni 1930, bevoegde commissie konden worden voorgelegd.

Voor de toepassing van voorgaand lid, en bij afwijking, moet als datum van de in artikel 2 bedoelde verzending van de afschriften van het koninklijk besluit en van het grondplan aan de Centrale Administratie van de BTW, registratie en domeinen, en als aanvangsdatum van de termijn van 2 maanden, bedoeld in artikel 7, worden beschouwd de dag van de inwerkingtreding van dit besluit".

Het eerste lid is een uiting van het gewettigde verlangen van de Regering om de schade die door het vestigen van luchtvaartdienstbaarheden is veroorzaakt vóór de inwerkingtreding van het ontworpen besluit, niet onvergoed te laten. Daar-

.../...

om geeft de Regering aan het ontworpen besluit een terugwerkende kracht, waar in beginsel niets op aan te merken is.

De overgangsmaatregelen die noodzakelijkerwijs gepaard gaan met een dergelijke terugwerking, moeten nochtans in overeenstemming blijven met de wet van 23 juni 1930, en inzonderheid met artikel 6 van die wet. Vanuit dat standpunt is er geen enkel beletsel dat, ondanks artikel 4 van het ontwerp, aanvragen die reeds zijn ingediend op ongezegeld papier, ontvankelijk worden geacht, evenmin als er bezwaar is dat de datum van inwerkingtreding van het ontwerp-besluit voor de toepassing van artikel 2 fictief beschouwd wordt als de dag waarop de afschriften van het koninklijk besluit en van het grondplan, die bedoeld zijn in artikel 5 van de wet, zijn toegezonden aan de administratie van de B.T.W., registratie en domeinen. Maar de overgangsmaatregelen mogen niet tot gevolg hebben dat de procedure van kennisgeving aan de eigenaars die geen aanvraag hebben ingediend, wordt omzeild, want die procedure is voorgeschreven door artikel 6, derde lid, van de wet, van welke bepaling het ontworpen koninklijk besluit niet mag afwijken, hoe zwaar de materiële lasten die de naleving ervan meebrengt, ook mogen zijn.

Het, overigens onduidelijke, zinsdeel dat de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit wil doen gelden "als aanvangsdatum van de termijn van 2 maanden, bedoeld in artikel 7", is in de hierna door de Raad van State voorgestelde tekst dan ook weggelaten.

SLOTOPMERKING.

Luidens artikel 5 van het ontworpen besluit moeten de aanvragen tot schadevergoeding binnen drie maanden vanaf de uitnodiging, bedoeld in artikel 3, toegezonden worden

.../...

(artikel 5, eerste lid). Die termijn kan met twee maanden verlengd worden wegens bijzondere omstandigheden, waarover de commissie oordeelt (tweede lid). Na het verstrijken van de eventueel verlengde termijn van drie maanden, wordt geen enkele aanvraag nog aanvaard, "welke ook de reden van de vertraging is", en zijn diegenen "die geen aangifte deden, definitief van alle rechten vervallen" (derde lid).

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zien de stellers van het ontwerp het zo dat de commissie, althans in een bepaalde samenstelling, geen permanent bestaan zou hebben. Als zij haar werkzaamheden in verband met de aan een bepaald luchtvaartterrein verbonden luchtvaartdienstbaarheden eenmaal beëindigd heeft binnen de overeenkomstig artikel 10, tweede volzin, van de wet vastgestelde termijn, zou men haar als het ware laten indommelen.

Geen enkele aanvraag tot schadevergoeding zou dan nog kunnen worden onderzocht, wat de strakke formulering van artikel 5 van het ontwerp verklaart.

Het verwezenlijken van die bedoeling veronderstelt natuurlijk dat de eigenaars, overeenkomstig artikel 6, derde lid, van de wet, bericht hebben gekregen van de vestiging van de dienstbaarheden. De Koning zou de eigenaar ten opzichte van wie de termijn voor het indienen van de aanvraag tot schadevergoeding niet zou zijn ingegaan, bijvoorbeeld ten gevolge van een vergissing van de overheid in de vaststelling van zijn identiteit of gewoon ten gevolge van een verzuim, immers geen rechtsverval kunnen doen oplopen.

.../...

VOORGESTELDE TEKST.

Rekening houdend met de opmerkingen die hierboven zijn gemaakt en met enkele vormverbeteringen die geen bijzondere commentaar behoeven, wordt de volgende tekst voorgesteld voor het ontwerp in zijn geheel.

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE COMMISSIE VOOR DE LUCHTVAARTDIENSTBAARHEDEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet,

Gelet op de wet van 23 juni 1930 betreffende het inrichten van een aan luchtvaartdienstbaarheden onderworpen veiligheidsgordel rondom de door één of meer escadrilles van het leger gebruikte luchtvaartterreinen, inzonderheid op de artikelen 9 en 10;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën, van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

.../...

Artikel 1.-

De Commissie, die gelast is uitspraak te doen over de aanvragen tot vergoeding, ingediend door de eigenaars van met luchtvaartdienstbaarheden bezwaarde onroerende goederen, "Commissie voor de luchtvaartdienstbaarheden" genaamd, bestaat uit de volgende vier leden :

- een ambtenaar van het Ministerie van Landsverdediging;

- een ambtenaar van het bestuur der luchtvaart van het Ministerie van Verkeerswezen;

- twee ambtenaren van de centrale administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen van het Ministerie van Financiën.

Vier plaatsvervangende leden, met dezelfde hoedanigheid als de werkende leden, worden tegelijk met dezen benoemd.

Het voorzitterschap en het secretariaat van de Commissie worden waargenomen door de leden ambtenaren van het Ministerie van Financiën.

.../...

Artikel 2.-

De dag waarop het koninklijk besluit en het grondplan houdende vaststelling van de veiligheidsgordel en de uitwegen overeenkomstig artikel 6 van de wet van 23 juni 1930 betreffende het inrichten van een aan luchtvaartdienstbaarheden onderworpen veiligheidsgordel rondom de door één of meer escadrilles van het leger gebruikte luchtvaartterreinen worden neergelegd op de zetel van het bestuur van de gemeenten op het grondgebied waarvan het luchtvaartterrein en de aan dienstbaarheid onderworpen gronden liggen, zendt de Minister van Verkeerswezen of de Minister van Landsverdediging twee afschriften van het koninklijk besluit en van het grondplan aan de centrale administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, dienst der domeinen, ter attentie van de Commissie voor de luchtvaartdienstbaarheden.

De ambtenaar die aan het hoofd staat van de dienst der domeinen stuurt een exemplaar van die stukken aan het comité tot aankoop van onroerende goederen in het ambtsgebied waarvan het betrokken luchtvaartterrein gelegen is.

Artikel 3.-

Bij ontvangst van de in artikel 2 bedoelde stukken, gaat het comité tot aankoop van onroerende goederen over tot de raming van de door de verschillende eigenaars, ten gevolge van het vestigen van de luchtvaartdienstbaarheden, geleden schade. Over die raming wordt een inleidend verslag opgemaakt dat binnen drie maanden aan de Commissie wordt gezonden.

De Commissie verzoekt de eigenaars die vermeld zijn op de bij de gemeentebesturen neergelegde stukken onmiddellijk, bij een ter post aangetekende brief met ontvangbewijs, haar het bedrag te laten kennen van de schade die zij menen geleden te hebben, met een omstandige verantwoording van dat bedrag.

.../...

Dit verzoek gaat vergezeld van een door de eigenaar in tweevoud in te vullen formulier.

De aanvraag tot vergoeding mag enkel worden gedaan door de personen die op de dag van het vestigen van de dienstbaarheid eigenaar waren van het bezwaard onroerend goed, of door hun rechtverkrijgenden. Indien het goed na die dag vervreemd is zonder dat de vroegere eigenaar het recht op de vergoeding voor zich heeft bedongen, moet de aangifte door de nieuwe eigenaar worden gedaan.

Artikel 4.-

De aanvraag, in tweevoud opgesteld op de in artikel 3 bedoelde formulieren, vermeldt hetgeen volgt :

1° naam, voornamen, beroep, woonplaats, plaats en datum van geboorte van de aanvrager en, in voorkomend geval van zijn echtgenoot; indien de aanvrager een vertegenwoordiger heeft, diens hoedanigheid;

2° de eigendomstitel van de aanvrager;

3° keuze van woonplaats in België, bij ontstentenis waarvan de kennisgevingen op geldige wijze gedaan worden aan het gemeentebestuur van de plaats waar de bezwaarde goederen gelegen zijn;

4° de nauwkeurige aanwijzing van de bezwaarde onroerende goederen waarvoor de betrokkene de aanvraag indient; die aanwijzing dient ten minste de vermelding te bevatten van de kadastrale sectie en van het kadastrale nummer, en van de aard en de oppervlakte van elk perceel;

5° het bedrag waarop de aanvrager de geleden schade raamt;

6° de nauwkeurige aanwijzing van de andere onroerende goederen waarvan de aanvrager, in voorkomend geval, eigenaar is in het gebied waar een dienstbaarheid is gevestigd;

7° de datum en de handtekening van de aanvrager.

Bij de aanvraag wordt een ondertekende inventaris van de overgelegde stukken gevoegd, alsmede, in voorkomend geval, de volmacht die, wanneer het een onderhandse akte betreft, de gelegaliseerde handtekening van de aanvrager bevat.

Het dubbel van de aanvraag wordt eveneens gedagtekend en ondertekend.

Artikel 5.-

§ 1. De aanvragen tot vergoeding moeten, bij een ter post aangetekende brief, aan de Commissie worden toegezonden binnen een termijn van drie maanden vanaf het in artikel 3 bedoelde verzoek.

Die termijn kan door de Commissie met twee maanden worden verlengd, wegens bijzondere omstandigheden waarover zij oordeelt.

Na het verstrijken van die eventueel verlengde termijn, zijn de aanvragen tot vergoeding niet meer ontvankelijk.

§ 2. De secretaris van de Commissie zendt een van de exemplaren van de aanvraag aan de aanvrager terug, met vermelding van de datum van ontvangst.

Artikel 6.-

De secretaris van de Commissie houdt een register waarin hij dag na dag de aanvragen inschrijft in de volgorde van hun ontvangst.

Dit register vermeldt de datum waarop de aanvraag is verzonden, de naam van de aanvrager, de gemeente waar de onroerende goederen gelegen zijn en het bedrag van de gevorderde vergoeding. Ook de datum waarop het dubbel van de aanvraag aan de betrokkene is teruggestuurd wordt er in opgetekend.

.../...

Het register wordt genummerd en geparafeerd door de voorzitter van de Commissie; het wordt door hem voorlopig afgesloten na het verstrijken van de in artikel 5, § 1, eerste lid, bedoelde termijn.

De aanvragen die worden ingediend binnen de op grond van artikel 5, § 1, tweede lid, verlengde termijn worden ingeschreven na de voorlopige afsluiting.

Twee maanden na de voorlopige afsluiting wordt het register definitief afgesloten.

Artikel 7.-

Iedere belanghebbende die binnen twee maanden na de in artikel 6 van de wet van 23 juni 1930 bedoelde kennisgeving door het gemeentebestuur, de nodige formulieren niet ontvangen heeft, mag zijn aanvraag stellen op ongezegeld papier. In geen geval zou hij zich op deze omstandigheid kunnen beroepen om van het in artikel 5, § 1, derde lid, bedoelde verval ontheven te worden.

Artikel 8.-

Vanaf het verstrijken van de indieningstermijn, belast de Commissie het bevoegde comité tot aankoop van onroerende goederen met het onderzoek van de aanvragen telkens als de schatting door de belanghebbende de schatting van het in artikel 3 bedoelde inleidend verslag overschrijdt. Dit comité brengt over die aanvragen advies uit in een verslag dat binnen drie maanden aan de Commissie wordt toegezonden.

Artikel 9.-

Van het verslag van het comité tot aankoop van onroerende goederen wordt kennis gegeven aan de aanvrager, die binnen een maand zijn opmerkingen aan de Commissie kan doen toekomen.

.../...

Artikel 10.-

De Commissie kan te allen tijde de onderzoeksmaatregelen bevelen die zij nuttig acht.

De beslissing van de Commissie moet worden genomen binnen zes maanden na de ontvangst van het in artikel 8 bedoelde verslag.

Artikel 11.-

§ 1. De Commissie houdt zitting met gesloten deuren.

De beslissingen kunnen enkel worden genomen wanneer de Commissie voltallig is.

De Commissie doet uitspraak bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

§ 2. De secretaris stelt de notulen van de vergaderingen van de Commissie op en bewaart het archief.

De beslissingen van de Commissie worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris.

De secretaris geeft afschriften of uittreksels daarvan af; hij geeft ook alle andere uittreksels of afschriften af.

De secretaris ondertekent de lopende briefwisseling; alle andere stukken worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris.

Artikel 12.-

Van de beslissingen van de Commissie wordt kennis gegeven aan elke aanvrager. Van de collectieve beslissingen wordt aan elke aanvrager, wat hem betreft, bij uittreksel kennis gegeven.

Artikel 13.-

De voorzitter van een Commissie voor de luchtvaartdienstbaarheden deelt de beslissingen van de Commissie binnen achttien maanden na haar oprichting mede aan de Minister van Financiën. De

Minister van Financiën is belast met de uitvoering van die beslissingen.

Artikel 14.-

De aanvragen tot schadevergoeding die zijn ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit, worden aan de Commissie voorgelegd, mits ze schriftelijk zijn ingediend.

Voor de toepassing van het eerste lid geldt de datum van inwerkingtreding van dit besluit als datum van verzending van het koninklijk besluit en van het grondplan, bedoeld in artikel 2.

Artikel 15.-

Het koninklijk besluit van 22 september 1937 houdende regeling van de uitvoering der wet van 23 juni 1930, aangevuld bij deze van 17 maart 1936, betreffende het inrichten van een aan luchtvaartdienstbaarheden onderworpen veiligheidsgordel rondom de burgerlijke en militaire luchtvaartterreinen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 november 1939, wordt opgeheven.

Artikel 16.-

Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Landsverdediging en Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ...".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

CH. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. LEROY, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. LEROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.